



Au discours de Barnier : « compromis » et « dialogue » pour imposer la super austérité! NON et lutte

Dans un long discours d'1h30 sans grande surprise, le Premier ministre a décliné devant le parlement, cinq « chantiers » accompagnés d'une musique bien connue et sans surprise sur l'écologie, la démocratie, les droits des femmes, la santé, les services publics ou le logement...

Barnier a surtout rappelé **la priorité de la réduction du déficit** prévoyant **un effort de 60 milliards d'euros** ! Le « *premier remède à la dette, c'est la réduction des dépenses* » a-t-il insisté, Il n'a pas oublié le côté autoritaire l'ADN de la droite et l'extrême droite en parlant d'un large quadrillage policier dans tout le pays, mais veut aussi durcir la politique pénale « *pour les mineurs délinquants de plus de 16 ans* », construire de nouvelles places en prison et l'immigration.

Une allocution pour satisfaire toutes les forces politiques en particulier le RN comme le souligne le journal Le Monde « *le premier ministre a effectué plusieurs œillades à l'extrême droite de l'Hémicycle* ». Il a exhorté tous les groupes politiques « *à des compromis, des chemins communs* ».

Marine Le Pen présidente des députés RN dans son intervention a répondu : « *Nous refusons de censurer a priori votre gouvernement pour lui donner une chance* ». Elle a exigé une nouvelle loi immigration pour le premier trimestre 2025. Pour Éric Ciotti président des députés Union des droites : « *On a besoin d'une chirurgie lourde* », et non « *d'une homéopathie à base de plantes* » a affirmé l'allié de Marine Le Pen et protégeant les riches et le capital il a dit « *non à toute hausse des impôts* ». De son côté la présidente des députés Insoumis a lancé : « *Nous ne vous craignons pas car vous n'avez aucune légitimité démocratique* », en s'adressant à Michel Barnier. Rien que ça ! Les retraités apprécieront, c'est bien Barnier qui vient de décider de ne pas revaloriser les pensions retraite au 1^{er} janvier pour « *économiser* » 4 milliards d'euros sur 6 mois ! Le Nouveau Front Populaire continue dans les illusions parlementaires et sa procédure de destitution d'Emmanuel Macron s'est trouvé retoquée en commission à l'Assemblée.

Michel Barnier a salué ses ministres, une « *équipe de France* » qui ne « *fera pas de miracle* » dit-il « *Nous devons faire beaucoup et si nous n'arrivons pas à faire beaucoup, nous devons faire bien et faire avec peu dans une économie de ressources* » et d'assurer. « *Nous proposerons aux partenaires sociaux de réfléchir à des aménagements, raisonnables et justes* ». Comme a dit Winston Churchill : « *Je n'ai rien à offrir que du sang, de la sueur et des larmes.* »

Barnier a envoyé des signaux aux directions syndicales insistant sur sa volonté de « *compromis* » et de « *dialogue* ». Il a mis l'accent sur la nécessité d'un retour à la discussion entre « *partenaires sociaux* » :
*Comme une revalorisation anticipée du SMIC dès novembre à hauteur de 2%, un leurre puisque la revalorisation du Smic était prévue, elle est automatique tenant compte de l'inflation.

*Le Premier ministre a également ouvert grand la porte au « *dialogue social* » sur l'assurance-chômage, l'emploi des seniors ou sur des aménagements partiels des retraites. Des négociations pour discuter de tout, sauf évidemment des salaires ou de l'âge de départ à la retraite, du nombre d'annuités, alors que Barnier compte par ailleurs sur les retraités pour pallier le manque de professeurs et de médecins.

*Pour faire des économies une offensive austéritaire brutale contre les services publics se prépare : 100.000 emplois en moins pour économiser 4,1 milliards d'euros par an selon le rapport de la Cour des comptes rendu ce mercredi.

*Le gouvernement envisage également de baisser le taux de remboursement de la Sécurité sociale pour les consultations médicales informe "les Échos".

*Barnier n'oublie pas le patronat en évoquant « *un nouveau livret d'épargne dédié à l'industrie* »...« *Le gouvernement encouragera une meilleure mobilisation de l'épargne des Français pour soutenir l'industrie française* », en clair drainer les 935,5 milliards d'euros d'épargne des français dans les poches des multinationales.

Seule la riposte des travailleurs, de la jeunesse peut faire reculer le gouvernement sur ses projets réactionnaires et arracher des revendications offensives. Si la grève interprofessionnelle appelée par la CGT, Solidaires et la FSU le 1^{er} octobre a eu un écho très limité, ce n'est pas parce que la colère manque. Il y a urgence pour un véritable plan de bataille articulant revendications sociales urgentes, lutte contre l'autoritarisme et le changement de société.